



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'énergie opérationnelle  
Centre de soutien technique et administratif  
Bureau Achats**

**Travaux de chaudronnerie sur les infrastructures des dépôts d'hydrocarbures du Service de  
l'énergie opérationnelle (SEO)**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Numéro de consultation : **DAF\_2024\_000877**

Procédure de passation : marché à procédure adaptée (MAPA) ouverte avec publicité et avec négociation éventuelle.

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| 1. POUVOIR ADJUDICATEUR .....   | 4  |
| 2. OBJET DE LA CONSULTATION .....   | 4  |
| 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....   | 4  |
| 3.1. Procédure de passation.....  | 4  |
| 3.2. Technique d'achat.....   | 4  |
| 3.3. Allotissement.....   | 5  |
| 3.4. Montants.....  | 5  |
| 3.5. Tranches.....  | 5  |
| 3.6. Durée du marché.....   | 5  |
| 3.7. Lieu d'exécution.....  | 6  |
| 3.8. Variantes.....   | 6  |
| 3.9. Prestations supplémentaires éventuelles.....   | 6  |
| 3.10. Considérations sociales.....  | 6  |
| 3.11. Considérations environnementales .....  | 6  |
| 3.12. Traitement de données à caractère personnel .....                                       | 7  |
| 4. INFORMATION AUX CANDIDATS.....   | 8  |
| 4.1. Contenu des documents de la consultation .....   | 8  |
| 4.2. Modalités de retrait et de consultation des documents .....                              | 8  |
| 4.3. Demandes de renseignements complémentaires et questions .....                            | 8  |
| 4.4. Modification des documents de la consultation .....                                      | 8  |
| 4.5. Visite sur site .....  | 9  |
| 4.6. Modalités de transmission des plis.....  | 9  |
| 4.6.1. Date et heure de réception des plis .....  | 9  |
| 4.6.2. Conditions de transmission des plis .....  | 9  |
| 5. CANDIDATURE.....   | 12 |
| 5.1. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance..... | 12 |
| 5.2. Motifs d'exclusion.....  | 12 |
| 5.3. Présentation de la candidature .....   | 13 |
| 5.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME) 13     |    |
| 5.3.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2.....   | 13 |
| 5.4. Niveaux minimaux de participation .....  | 14 |
| 5.5. Examen des candidatures.....   | 14 |
| 5.6. Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs .....   | 15 |
| 5.7. Vérification des motifs d'exclusion .....  | 16 |

|       |  |    |
|-------|--|----|
| 6     | OFFRE.....   | 16 |
| 6.1.  | Présentation de l'offre.....                         | 16 |
| 6.2.  | Examen des offres .....                              | 16 |
| 6.2.1 | Critères d'attribution .....                         | 16 |
| 6.2.2 | Méthode de notation des offres .....                 | 16 |
| 6.3   | Durée de validité des offres.....                    | 19 |
| 7     | ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....                           | 20 |
| 7.1   | Documents à produire par le titulaire pressenti..... | 20 |
| 7.2   | Mise au point éventuelle.....                        | 20 |
| 7.3   | Signature du marché public.....                      | 20 |
| 8     | LANGUE .....   | 21 |
| 9     | CONTENTIEUX.....                                     | 21 |
| 10    | MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE .....            | 21 |
| 11    | ANNEXES.....   | 22 |

## PRÉAMBULE

Le Service de l'énergie opérationnelle (SEO) exploite des établissements et dépôts pétroliers, situés en France métropolitaine et en Corse. Ceux-ci sont susceptibles d'évoluer en fonction des ouvertures des sites.

Il assure le stockage et la distribution des produits pétroliers nécessaires aux armées et tout autre service ou organisme relevant du ministère des Armées suivant les dispositions de l'article R 3233-5 du Code de la défense.

Le SEO doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que ses installations soient conformes aux normes de sécurité en vigueur, notamment en ce qui concerne le stockage hydrocarbures sur les dépôts d'hydrocarbures.

### 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Ministère des armées

Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS n°60016 – 54035 Nancy cedex

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone (+33) 03.83.19.33.85

Adresse INTERNET (site PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### 2. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation a pour objet la réalisation des travaux de chaudronnerie sur les infrastructures des dépôts d'hydrocarbures du SEO.

Il s'agit d'un marché de « travaux » (Cf [avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique](#), publié au Journal officiel du 31 mars 2019).

Code CPV de la consultation : 44611400-0 -travaux de construction d'ouvrages.

Le descriptif des prestations à réaliser dans le cadre du présent marché est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

#### 3.1. Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure adaptée ouverte avec publicité et avec négociation éventuelle. À l'issue de l'analyse des offres remises par les soumissionnaires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier tant sur le prix que sur le contenu de l'offre, avec les soumissionnaires ayant déposé les offres.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation, au soumissionnaire provisoirement retenu.

#### 3.2. Technique d'achat

Le présent marché est passé selon la technique d'achat de l'accord-cadre (article [R.2162-3](#) du Code de la commande publique (CCP)), mono-attributaire à bon de commande ([articles R.2162-13 et R.2162-14](#) du CCP).

### 3.3. Allotissement

Le marché est constitué de six (6) lots suivant les prestations à réaliser et les zones géographiques d'exécution des prestations dans les dépôts d'hydrocarbures du SEO, à savoir :

| N° Lot  | DÉSIGNATION DU LOT   |
|---------|--|
| Lot n°1 | Travaux de chaudronnerie effectués sur les infrastructures des dépôts hydrocarbures du SEO situés en zone Nord-Est, relevant de l'échelon territorial du SEO (ETSEO) de Metz   |
| Lot n°2 | Travaux de chaudronnerie effectués sur les infrastructures et des dépôts hydrocarbures du Centre de soutien logistique du SEO (CSLSEO) et du SEO situés en zone Nord-Centre relevant de l'ETSEO de Saint-Germain-en Laye |
| Lot n°3 | Travaux de chaudronnerie effectués sur les infrastructures des dépôts hydrocarbures du SEO situés en zone Nord-Ouest relevant de l'ETSEO de Rennes   |
| Lot n°4 | Travaux de chaudronnerie effectués sur les infrastructures des dépôts hydrocarbures du SEO situés en zone Sud-Ouest relevant de l'ETSEO de Bordeaux  |
| Lot n°5 | Travaux de chaudronnerie effectués sur les infrastructures des dépôts hydrocarbures du Centre d'expertise technique du SEO (CETSEO) et du SEO situés en zone Sud-Est (hors Corse) et relevant de l'ETSEO de Marseille    |
| Lot n°6 | Travaux de chaudronnerie effectués sur les infrastructures des dépôts hydrocarbures du SEO situés en Corse   |

Dans les tableaux ci-après, la désignation des lots sera effectuée en référence à la zone de compétence de l'ETSEO concerné, à l'exception de la Corse.

### 3.4. Montants

Les montants estimés et maximum sont indiqués ci-dessous en € HT sur quatre ans, reconductions éventuelles comprises.

| N° de lot | Zone                        | Montant estimé € HT | Montant maximum € HT |
|-----------|-----------------------------|---------------------|----------------------|
| 1         | ETSEO Metz                  | 600 000,00          | 672 000,00           |
| 2         | ETSEO Saint-Germain-en-Laye | 480 000,00          | 538 000,00           |
| 3         | ETSEO Rennes                | 2 200 000,00        | 2 464 000,00         |
| 4         | ETSEO Bordeaux              | 320 000,00          | 360 000,00           |
| 5         | ETSEO Marseille             | 800 000,00          | 896 000,00           |
| 6         | Corse                       | 400 000,00          | 450 000,00           |
|           | Ensemble                    | <b>4 800 000,00</b> | <b>5 380 000,00</b>  |

Les montants estimés sont communiqués à titre indicatif et n'engagent pas le pouvoir adjudicateur.

### 3.5. Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

### 3.6. Durée du marché

L'accord-cadre est d'une durée de douze (12) mois hors reconductions éventuelles, et court à compter de sa date de notification et jusqu'au parfait achèvement des travaux.

L'accord-cadre fait l'objet de tacite reconduction, à raison de trois reconductions maximum, d'une année chacune.

### **3.7. Lieu d'exécution**

Le marché est exécuté dans les établissements dont la liste est annexée au cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Cette liste peut évoluer suivant les dispositions de l'article 1.5 du CCAP.

### **3.8. Variantes**

Le maître de l'ouvrage n'exige pas la présentation de variantes.

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes.

### **3.9. Prestations supplémentaires éventuelles**

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue lors de la remise de l'offre.

### **3.10. Considérations sociales**

Le présent marché comprend une clause sociale pour le lot n°1 et pour le lot n°3, sous forme d'insertion par l'activité économique comme condition d'exécution du marché pour les concernés.

Un même titulaire qui se voit attribuer ces deux lots est autorisé à globaliser l'exécution des heures d'insertion sociale.

### **3.11. Considérations environnementales**

Les travaux sont réalisés sur une installation classée pour la protection de l'environnement, le titulaire de l'accord-cadre devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour éviter une pollution du dépôt et ce jusqu'à la réception des ouvrages.

Les dispositifs de sécurité environnementale ainsi que les systèmes de protection des installations devront être maintenus durant la durée des travaux.

Le titulaire est tenu au respect du Schéma d'organisation de la gestion et de l'élimination des déchets de chantier (SOGED) remis avec son offre et relatif à la gestion des déchets de chantier.

Il s'engage notamment sur :

- le pré-tri sur le site des différents déchets de chantier ;
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, ...) ;
- les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- l'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagés sur le chantier ;
- les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

Le titulaire est responsable de l'évacuation et du traitement des éventuelles eaux polluées aux hydrocarbures induites par le chantier.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objets du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de [l'article 36 CCAG-Travaux](#).

Le titulaire assure la traçabilité des déchets, aux fins de contrôle et de suivi. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de montage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

### **3.12. Traitement de données à caractère personnel**

#### **Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure :**

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

#### **Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :**

Le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'État.

#### **Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :**

La Direction des achats de l'État, Représentée par le Directeur des achats de l'État.

#### **Coordonnées du délégué à la protection des données :**

[le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr](mailto:le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr).

**Base juridique du traitement :** c) et e) de l'article 6.1 du RGPD.

**Finalité du ou des traitements :** le traitement des données s'adresse au suivi de la présente procédure de passation, à l'attribution du marché public et aux obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

**Destinataires ou catégorie de destinataires :** les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux services du pouvoir adjudicateur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

**Durée de conservation :** ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

## 4. INFORMATION AUX CANDIDATS

### 4.1. Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

- l'acte d'engagement et ses deux annexes :
  - le bordereaux de prix mixtes,
  - l'action d'insertion professionnelle (pour les soumissionnaires des lots 1 et 3),
- le CCAP et ses cinq (5) annexes :
  1. la dématérialisation des factures,
  2. la demande de prolongation de délai,
  3. les courriels et points de contact de l'entreprise et du SEO,
  4. les renseignements complémentaires,
  5. les conditions de suspension de l'application de la clause d'insertion professionnelle par l'activité économique,
- le CCTP et ses six (6) annexes :
  1. liste des établissements par lot et zone,
  2. liste des documents à fournir avant commencement des travaux,
  3. procès-verbal de prise en charge d'un réservoir ayant contenu des matières dangereuses,
  4. liste des capacités dépôts soumises à contrôles,
  5. fiche technique DSEO 1302/A avec ses mises à jour,
  6. fiche de contrôle élémentaire,
- le présent règlement de la consultation et ses trois annexes :
  1. la présentation du Document Unique de Marché Européen (DUME),
  2. attestation de mise en œuvre des référentiels techniques,
  3. le cadre de réponse – mémoire technique.

### 4.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Référence du dossier de la consultation sur PLACE : **DAF\_2024\_000877**.

Lors du retrait, les candidats veilleront à s'identifier et à renseigner leur adresse courriel afin d'être avertis des mises à jour du dossier.

Pour être informé des échanges avec le pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges sur la PLACE [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) soit accessible et que les mails envoyés par cette adresse ne figurent pas dans ses courriers indésirables.

### 4.3. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Toute question relative à la consultation doit être transmise à l'acheteur au moins huit (8) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres. Passé ce délai, la date limite de réception des offres pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

### 4.4. Modification des documents de la consultation

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est prolongé dans les conditions fixées par [l'article R.2151-4 2](#) du CCP. Les modifications sont



communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

#### **4.5. Visite sur site**

Sans objet : il n'est pas prévu de visite de site.

En effet, l'impossibilité de maintenir vide des bacs dans des lieux géographiques fixes en prenant en compte un temps d'immobilisation non connu ne permet pas la réalisation de visites des installations.

#### **4.6. Modalités de transmission des plis**

##### **4.6.1. Date et heure de réception des plis**

Les plis devront être transmis au plus tard le **12 juin 2025 à 16h00 heure de Paris**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus.

Les plis qui sont reçus ou remis après cette date et cette heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

##### **4.6.2. Conditions de transmission des plis**

En application de [l'article R.2151-6](#) du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- le guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- le mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- l'assistance téléphonique ;
- le module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- la foire aux questions ;
- le lien vers des documents de référence ;
- des outils informatiques.

Les candidats et soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par

l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la plate-forme PLACE notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### **Présentation des dossiers et format des fichiers :**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

### **Nommage des fichiers – dépôt du pli :**

**Il est demandé aux soumissionnaires de :**

**1- préparer les fichiers qu'il compte transmettre dans son pli en les nommant comme suit :**

« 2025\_SEO\_Chaudronnerie\_NomDuCandidat\_nom du document »

Exemples :

2025\_SEO\_Chaudronnerie \_NomDuCandidat\_DPGF ;

2025\_SEO\_Chaudronnerie \_NomDuCandidat\_Mémoire technique.

**2- regrouper l'ensemble des fichiers de sa candidature au sein d'un premier dossier à nommer :**

« 2025\_SEO\_Chaudronnerie\_NomDuCandidat\_candidature »

**3- regrouper les fichiers de son offre dans un second dossier à nommer :**

« 2025\_SEO\_Chaudronnerie\_NomDuCandidat\_offre »

**4- compresser ces deux dossiers candidature et offre au sein d'un seul dossier compressé à nommer :**

« 2025\_SEO\_Chaudronnerie\_NomDuCandidat\_Pli »

**5- déposer le fichier du dossier du pli compressé sur la plateforme PLACE.**

### **Horodatage :**

Les plis (candidatures et offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

### **Copie de sauvegarde :**

Le candidat et soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique, doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- l'intitulé de la consultation ;
- le nom ou dénomination du candidat ;
- la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :
- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des [articles R.2184-12 et R.2184-13](#) du CCP. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Bureau achats / section infrastructures

47, rue Sainte Catherine

CS n°60016

54035 Nancy Cedex.

### **Antivirus :**

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

### **Mode secours de transmission des plis :**

Il est rappelé que l'opérateur économique est invité à vérifier la configuration de son poste avant la date limite de dépôt des plis.

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours à utiliser débute par l'envoi d'un courriel au bureau achats du CSTA aux adresses suivantes :

[valentin.matondo-mouadi@intradef.gouv.fr](mailto:valentin.matondo-mouadi@intradef.gouv.fr)

[csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr)

[vincent.paque@intradef.gouv.fr](mailto:vincent.paque@intradef.gouv.fr)

Le courriel doit contenir le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et prouver par une copie écran ou tout autre moyen de preuve que le problème du dépôt de pli provient

d'une défaillance extérieure à l'opérateur économique ou à son environnement informatique ou, qu'il est survenu lors d'une opération maintenance technique de la PLACE.

Si les causes sont imputables à l'administration, le pouvoir adjudicateur prolonge la date limite de remise des offres (DLRO) de vingt-quatre (24) heures sur la PLACE afin de permettre aux sociétés impactées par le blocage de déposer leur pli comme initialement prévu par la consultation. La décision d'accepter les plis transmis dans le cadre de cette prolongation relève du pouvoir adjudicateur après vérification.

## 5. CANDIDATURE

### 5.1. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'État (Plateforme PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'État. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

[https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse\\_cotraitance\\_mode\\_emploi6.pdf](https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf).

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/dae/doc/bourse\\_cotraitance\\_mode\\_emploi6.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf).

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>.

### 5.2. Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions des [articles L.2141-1 à L.2141-11](#) du CCP relatifs aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. À défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. À défaut, le candidat est exclu de la procédure.

### 5.3. Présentation de la candidature

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

#### 5.3.1 *Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME)*

L'utilisation du formulaire DUME est souhaité par l'acheteur, les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

#### 5.3.2 *Candidature sous forme de DC1 et DC2*

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- la lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- la déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

- le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

#### 5.4. Niveaux minimaux de participation

L'acheteur impose aux candidats, sur l'ensemble des lots auxquels il candidate, les niveaux minimaux ci-dessous :

- **certification COFREND** du personnel affecté au contrôle des soudures valide à la date limite de remise des offres ) ;
- **licence ou qualification de soudeur** ( norme NF EN ISO 9606-1 d'août 2017, valide à la date de remise de l'offre ) ;
- **attestation de mise en œuvre des référentiels techniques suivants lors de l'exécution des travaux** :
  - CODRES 2007 div1 et 2009 div2 sur lesquels doit se baser le candidat pour la réalisation des prestations objet du présent marché,
  - API 653 et EEMUA 159 sur lesquels doit se baser le candidat pour la réalisation des prestations objet du présent marché,
  - livret INRS n° R 435 relatif aux mesures à prendre pendant les interventions à l'extérieur ou à l'intérieur de cuves ou réservoirs,
- chiffre d'affaires annuel minimal égal au montant annuel estimé du ou des lots pour lesquels une candidature est déposée.

Les candidatures des entreprises qui ne justifient pas des niveaux techniques spécifiques minimums exigés sont rejetées. Au moins un personnel de l'équipe de l'entreprise candidate doit présenter les qualifications attendues, et l'entreprise candidate attestée des référentiels techniques obligatoires pour la réalisation des prestations objet du marché. Toutefois, les équivalences aux certifications et référentiels techniques obligatoires attendues sont acceptées, à condition qu'elles proviennent d'organismes tiers au candidat et sur lesquels il n'exerce aucun contrôle, et qu'elles attestent des mêmes garanties.

#### 5.5. Examen des candidatures

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur a fixé des minima de capacité comme conditions de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

## 5.6. Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- à partir d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- la liste référencée des principaux travaux effectués dans le domaine du marché au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants et mentionnant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les travaux sont prouvés par des attestations du destinataire ou à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des travaux pertinents fournis il y a plus de cinq ans seront pris en compte ;
- le certificat COFREND ( valide à la date de remise des offres ) du personnel affectée au contrôle des soudures ;
- la licence ou la qualification de soudeur ( norme NF EN ISO 9606-1 d'août 2017, valide à la date de remise de l'offre ;
- l'attestation de mise en œuvre des référentiels techniques suivants lors de l'exécution des travaux :
  - CODRES 2007 div1 et 2009 div2 sur lesquels doit se baser le candidat pour la réalisation des prestations objet du présent marché,
  - API 653 et EEMUA 159 sur lesquels doit se baser le candidat pour la réalisation des prestations objet du présent marché,
  - livret INRS n° R 435 relatif aux mesures à prendre pendant les interventions à l'extérieur ou à l'intérieur de cuves ou réservoirs,
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- la preuve d'une assurance des risques professionnelles ;
- bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les travaux pour chacune des trois dernières années ;
- l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

La non fourniture des documents énumérés ci-dessus fera l'objet d'un rejet de la candidature.

Toutefois, si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.



## 5.7. Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de l'article [R.2144-4](#) du CCP, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

## 6 OFFRE

### 6.1. Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes complétées et non signées :

- l'acte d'engagement (ATTR1) au format Word ;
- les bordereaux de prix de l'annexe 1 à l'acte d'engagement, pour chaque lot concerné au format PDF et Excel ;
- pour les soumissionnaires au lot n°1 et au lot n°3, l'annexe 2 à l'acte d'engagement relative à l'action d'insertion professionnelle complétée et signée ;
- le cadre de mémoire technique joint en annexe 3 au présent RC, complété de ses éventuelles pièces jointes. L'ordre des sous-critères et des items de ce cadre ne doit pas être modifiés sous peine de rejet de l'offre. Seule la taille des cellules dudit cadre peut être agrandie au besoin. Ce fichier doit être fourni au format Excel et PDF ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- les annexes 3 et 4 au CCAP « Renseignements complémentaires » et « Courriels et points de contact entreprise – SEO » ;
- la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;
- le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ainsi que les contrats de sous-traitance ;
- la convention de groupement pour les offres en groupement.

### 6.2. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, comme définies par les articles [L.2152-1](#) à [L.2152-4](#) du CCP, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres (Article [R.2152-2](#) du CCP).

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

#### 6.2.1 Critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

1. un critère technique, pondéré de 60% ;
2. un critère prix ( montant des travaux ), pondéré de 40%.

#### 6.2.2 Méthode de notation des offres

##### 6.2.2.1 Méthode de notation du critère technique (60%)

Le critère technique sera jugé sur la base du cadre de mémoire technique joint au présent règlement de la consultation complétée par des éventuelles pièces jointes. Ce mémoire technique sera noté sur 100 points suivant les critères indiqués ci-dessous.



Par ailleurs, l'ordonnancement et la présentation des rubriques du cadre de mémoire technique doivent demeurer inchangés.

| Chapitres et Objets   | Nbre points/100 |
|---|-----------------|
| Méthodologie appliquée pour chacun des travaux de réparations à effectuer sur des réservoirs de stockage d'hydrocarbure (placard, insert, soudures ...)   | 18              |
| Méthodologie appliquée pour reprises/réalisation soudures.  | 2,5             |
| Techniques appliquées pour le contrôle des réparations effectuées sur des réservoirs de stockage d'hydrocarbures (fond, robe, poutre raidisseuses, toit fixe/flottant, cordons de soudures repris ou réalisés.  | 12              |
| Méthodologie appliquée pour les travaux à réaliser sur des tuyauteries (remplacement...).   | 4               |
| Méthodologie appliquée pour le raccord des équipements pétroliers à installer avec fourniture de la fiche technique correspondant à chacun des matériels.   | 27              |
| Méthodologie appliquée pour le contrôle d'étanchéité des soudures suite à travaux ainsi que la documentation sur les différentes techniques de contrôle utilisées lors de réparations (fiches techniques ressuage, magnétoscopie...).   | 4               |
| Méthodologie appliquée pour la réalisation de regards et capots sur rails.  | 9               |
| Matériels mis en œuvre pour l'exécution des travaux (justificatifs de validité et régularité de contrôle de ces derniers):<br>- la liste des matériels mis en œuvre pour l'exécution du marché avec justificatifs des contrôles de ceux-ci (étalonnage, contrôle des appareils incluant leur date de contrôle);<br>- l'indication des techniciens ou des organismes techniques responsables du contrôle de la qualité auquel le soumissionnaire pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage. | 6               |
| Moyens en matériel et personnels  | 3,5             |
| Contenu du rapport remis en fin d'intervention<br>Le modèle de rapport d'intervention qui sera remis en fin de travaux et incluant la partie relative au contrôle de conformité des soudures par le biais d'épreuves réalisées.   | 6               |
| Performance en matière environnementale :<br>Les mesures d'hygiène et de sécurité mises en œuvre lors des travaux en espace confiné et hors espace confiné.   | 8               |
| <b>TOTAL POINTS</b>   | <b>100</b>      |

La grille détaillée des éléments techniques à renseigner est jointe en annexe du présent règlement de la consultation « cadre de réponse, mémoire technique ». Ce document sera à compléter dans la colonne « solution proposée par l'entreprise » et les réponses sur ces différents points pourront être complétées par des documents joints en annexe. La référence de la pièce jointe doit figurer dans la colonne correspondant aux pièces jointes.

Les notes sur les différents sous-critères sont arrondies à la deuxième décimale (dès qu'un arrondi est effectué dans le cadre de la notation technique et prix, cet arrondi est effectué au centième le plus proche).

Le mémoire technique explicatif des dispositions que le soumissionnaire propose d'adopter pour l'exécution des prestations comprend l'ensemble des informations nécessaires au jugement des

offres (classification en critères). Il respecte strictement le canevas décrit en annexe 1 du présent règlement, de façon méthodique et chronologique, à partir des onze critères et leurs éléments d'appréciation retenus pour apprécier les offres des soumissionnaires.

L'absence de mémoire technique entraîne l'irrégularité de l'offre. Toute offre déclarée irrégulière sur ce motif ne pourra faire l'objet d'une régularisation.

Les sociétés qui préciseraient que « les opérations seront conformes au CCTP » ou autre formule similaire, ainsi que celles qui se contentent d'une recopie du CCTP donc, sans descriptif permettant d'analyser l'offre, se verront attribuer sur les points concernés la note zéro.

L'offre fera l'objet d'une note éliminatoire dans le cas où il serait constaté que la qualité du mémoire technique tant en termes de structure, de formalisme et de contenu ne serait pas conforme aux attendus.

Une note inférieure à 50 points sur 100 est éliminatoire, l'offre étant considérée irrégulière ou inappropriée selon le contenu de l'offre présentée suivant les dispositions des [articles L.2152-2 et L.2152-4](#) issus du CCP.

Le mémoire technique doit respecter la structure et le formalisme suivants :

- plan du mémoire technique issu des attendus du CCTP dont les paragraphes respecteront l'ordre et la numérotation développés dans le tableau présentant la notation en points figurant en annexe 1 du présent règlement ;
- table des matières avec numérotation des pages et des paragraphes ;
- numérotation de chaque page du mémoire hormis annexes ou pièces-jointes.

Il convient pour chaque partie du mémoire de développer le contenu, justifier les choix, produire les calculs le cas échéant et présenter les méthodes utilisées et les raisons qui amènent à des propositions répondant aux attentes du marché.

Des documents justificatifs peuvent être joints. Dans ce cas, le renvoi à ces documents depuis le mémoire technique doit être explicite et les fichiers correspondants doivent être intitulés conformément à la règle de nommage des fichiers (cf. article 4.6.2 du présent règlement de la consultation) avec mention de la partie du mémoire technique concernée et l'intitulé de l'objet du document.

La meilleure offre technique se verra attribuer la note de 20/20.

La note attribuée aux autres candidats sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{NoteEntrepriseX sur 20} = 20 \times \frac{\text{NoteEntrepriseX en points}}{\text{NoteEntreprise1 en points}}$$

Où :

- EntrepriseX = entreprise n'ayant pas obtenu la meilleure note technique en points dont la notation sur 20 est recherchée ;
- NoteEntrepriseX sur 20 = note technique sur 20 de l'EntrepriseX ;
- NoteEntrepriseX en points = note technique en points de l'EntrepriseX ;
- NoteEntreprise1 en points = note technique en points de l'entreprise ayant obtenu la note technique de 20/20 (c'est-à-dire la meilleure note technique).

La note sur 20 est arrondie à la seconde décimale.

Cette note sur 20 est pondérée à 60%, la note pondérée est arrondie à la seconde décimale.

#### 6.2.2.2 Méthode de notation du critère prix (40%)

Le critère prix relatif au montant des travaux, sera apprécié à partir du montant total HT figurant en annexes à l'acte d'engagement, relatives aux prix des prestations, pour chaque lot pour lequel il soumissionne :

- annexe 1 : bordereau de prix relatif au prix des reprises cordons de soudures ;
- annexe 2 : bordereau de prix relatif au prix des travaux réseaux hydrocarbures et divers.

## Toutes les cases des annexes de prix doivent obligatoirement être remplies et chiffrées.

Une omission de chiffrage dans les annexes de prix est de nature à rendre l'offre irrégulière.

La comparaison des offres se fera à l'aide d'une simulation définie pour chaque type de prestation et à partir des bordereaux de prix proposés en annexes à l'acte d'engagement par les soumissionnaires sur les dépôts et pour chacun des lots.

Pour chaque annexe simulée, un total général est effectué, puis un total global des simulations est effectué. Les documents de simulation ne sont pas communiqués.

L'offre la moins-disante se voit attribuer la note de 20/20.

Pour déterminer la note attribuée aux autres candidats, la formule suivante est appliquée :

$$\text{NoteEntrepriseEvaluée sur 20} = 20 \times \frac{\text{MontantEntrepriseMoinsDisante}}{\text{MontantEntrepriseEvaluée}}$$

Où :

- EntrepriseEvaluée = entreprise dont l'offre en montant n'est pas la moins-disante et dont la notation sur 20 est recherchée ;
- NoteEntrepriseEvaluée sur 20 = note sur 20 de l'Entreprise Evaluée ;
- MontantEntrepriseMoinsDisante = montant de l'offre de l'entreprise moins-disante ;
- MontantEntrepriseEvaluée = montant de l'offre de l'EntrepriseEvaluée.

La note sur 20 est arrondie à la seconde décimale.

Chaque note est ensuite pondérée à 40% et arrondie à la seconde décimale.

Ce classement n'est effectué que sur les propositions tarifaires des offres conformes aux exigences du tableau de décomposition de prix forfaitaires et régulières sur le plan technique.

### 6.2.2.3 Notation globale de l'offre

À l'issue de l'étude des deux critères de choix, chaque soumissionnaire obtient une note globale résultant de l'addition des deux notes pondérées.

Les offres seront classées par ordre décroissant en fonction de la note finale.

En cas d'égalité des candidats à la note finale, les offres classées ex-aequo seront départagées en fonction de la meilleure note obtenue au critère technique.

### 6.2.2.4 Négociation

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut recourir à la négociation tant sur le prix que sur le contenu de l'offre avec les soumissionnaires ayant déposé les offres.

Au terme de la négociation, les offres finales irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Néanmoins, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'offre la mieux classée est retenue provisoirement.

Toutefois, l'administration se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, si l'offre économiquement la plus avantageuse correspond aux attentes du Service.

## 6.3 Durée de validité des offres

Les offres sont valables **douze (12) mois** à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

La demande de prolongation de la validité de l'offre n'est pas formulée aux soumissionnaires dont l'offre a déjà fait l'objet d'une notification de rejet.

## **7 ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Le marché public est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux [articles R.2181-1 et suivants](#) du CCP.

### **7.1 Documents à produire par le titulaire pressenti**

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, complété et signé, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques ;
- le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques ;
- le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire et les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- le relevé d'identité bancaire du sous-traitant si volonté de ce dernier d'être payé directement par le maître d'ouvrage ;
- en cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;
- le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article [L.5221-2](#) du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article [D.8254-2](#) du code du travail (1° la date d'embauche ; 2° la nationalité ; 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- les attestations d'assurance décennale et responsabilité civile.

### **7.2 Mise au point éventuelle**

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

### **7.3 Signature du marché public**

La signature électronique est souhaitée prioritairement par l'acheteur.

Le marché public est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article 10 « MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE ».

A défaut de disposer d'une signature électronique conforme lors de la phase d'attribution, l'attributaire appose la signature originale sur l'ATTRI1 et le fait parvenir au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti.

## 8 LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français. En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

## 9 CONTENTIEUX

Voies et délais de recours :

1. référé précontractuel (article [L.551-1](#) du Code de la justice administrative – CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat ;
2. recours pour excès de pouvoir contre la décision du pouvoir adjudicateur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et/ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article [R.421-1](#) du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée ;
3. référé contractuel (article [L.551-13](#) du CJA) dans un délai de trente-et-un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de six mois à compter de la conclusion du contrat) ;
4. recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction prévu par la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 Département du Tarn-et-Garonne, [n°358994](#)) par tout tiers susceptible d'être lésé dans ses intérêts, assorti, le cas échéant, de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion du marché ;
5. recours indemnitaire (article [R.421-1](#) et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse ou sans délai pour une décision implicite rejetant une demande préalable et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :

Tribunal Administratif de Nancy  
5, place de la Carrière, 54036 Nancy Cedex  
Tél. : 03.83.17.43.43, courriel : [greffe.ta-nancy@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nancy@juradm.fr)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)  
Bureau achats  
47 rue Sainte Catherine - CS 60016- 54035 Nancy Cedex  
Tél. : 03.83.19.35.38  
Courriel : [csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr)

## 10 MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

L'ATTRI1 retourné in fine par le soumissionnaire (après retour du pouvoir adjudicateur comme mentionné à l'article 7.3 supra) sera signé au format PDF.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des affaires juridiques du ministère de

l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

## 11 ANNEXES

- annexe 1 : présentation du Document Unique de Marché Européen (DUME) ;
- annexe 2 : attestation de mise en œuvre des référentiels techniques ;
- annexe 3 : cadre de réponse – mémoire technique.